

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
4, 2009

EMBARGO: HOLD FOR RELEASE AT 12:00 PM CET SEPT.

Contacts:

Ms Catherina Hinz
Director - Communications and Advocacy
Deutsche Stiftung Weltbevölkerung
(DSW)
(Contact for German journalists)
Email: catherina.hinz@dsw-hannover.de
Fon: +49 511 943 7320 | Cell: +49 162
471 5969

Ms Jennifer Woodside
Head of Advocacy & Communications
International Planned Parenthood
Federation (IPPF)
(Contact for European journalists)
Email: jwoodside@ippf.org
Fon: +44 20 793 982 27

Ms Katie Chau
Youth Coalition
(Contact for all journalists)
Email: Katie@youthcoalition.org
Fon: +015 2099 25762 (Berlin) +613 562
3522 (Canada)

Le forum exige une action concrète sur les engagements du Caire

BERLIN, 4 septembre 2009 — Des militants pour la santé et les droits des femmes ont exigé aujourd'hui des gouvernements qu'ils engagent des « actions concrètes, pratiques et bénéficiant d'un financement intégral » et remplissent les promesses qu'ils font depuis 15 ans d'investir dans l'égalité, les droits humains et le développement social et économique, surtout pour les femmes et les filles.

Dans l'Appel à l'action de Berlin, un document en cinq points clôturant le forum *Global Partners in Action* qui s'est tenu dans la capitale allemande, plus de 400 délégués de 131 pays ont pressé la communauté internationale de respecter la date butoir de 2015 fixée pour la réalisation du Programme d'action adopté en 1994 par la Conférence internationale sur la population et le développement (ICPD).

« Le programme de la CIPD était urgent en 1994, mais il l'est plus encore aujourd'hui », lit-on dans cette déclaration rédigée tard cette nuit par les délégués des organisations non gouvernementales à l'issue de débats animés et après trois jours de réunions. « Nous demandons à tous les gouvernements de respecter les engagements qu'ils ont pris vis-à-vis de leurs propres populations et de la communauté internationale au Caire en 1994. »

La CPID a créé parmi les 179 gouvernements un « consensus mondial visionnaire » qui marqué la fin des approches, de nature démographique, menées pour réaliser le développement durable, réduire la pauvreté et ralentir la croissance démographique, leur préférant des politiques fondées sur la satisfaction des besoins des personnes en matière de droits humains et de soins de santé sexuelle et de reproduction. Réaffirmé à de nombreuses reprises dans le cadre des Nations unies et lors de réunions internationales, y compris dans les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés en 2000, le Consensus du Caire contenait des promesses d'investissements qui, trop souvent, n'ont pas été tenues.

« Il reste cinq ans », déclarent les auteurs de l'Appel à l'action de Berlin, « et nous demandons aux décideurs locaux, nationaux et internationaux de s'associer aux organisations non gouvernementales (ONG) pour établir et mettre en œuvre des actions concrètes, pratiques et bénéficiant d'un financement intégral, pour garantir la santé et les droits sexuels et de la reproduction. »

Les ONG ont promis de coopérer avec les décideurs et exigé que des actions soient immédiatement engagées au niveau national, gouvernemental et international pour :

- **Garantir que les droits sexuels et de la reproduction soient intégralement reconnus et réalisés en tant que droits humains**, au moyen de réformes de la législation et de nouvelles politiques familiales ;

- **Investir dans un ensemble complet d'information, de fournitures et de services dans le domaine de la santé sexuelle et de la reproduction en tant que mesure prioritaire pour le renforcement des systèmes de santé**, en augmentant l'accès pour tous (surtout dans des situations d'urgence) à la planification familiale et à des soins maternels et néonataux qualifiés, à des services de prévention et de traitement du VIH/sida et en traitant l'avortement à risque comme une question de santé publique et de droits humains ;
- **Garantir les droits sexuels et de la reproduction des adolescents et des jeunes** en éliminant les obstacles les empêchant d'accéder aux informations et aux services et en leur donnant les moyens de participer à l'élaboration des politiques et de prendre des décisions éclairées concernant leur propre vie ;
- **Créer et mettre en œuvre des mécanismes formels permettant une participation constructive de la société civile aux décisions, au suivi et à l'évaluation relatifs aux programmes, aux politiques et au budget**, en protégeant les militants comme des défenseurs des droits de l'homme, en associant les jeunes, les groupes marginalisés et les ONG au dialogue sur les politiques et en leur garantissant l'autonomie ; **et**
- **Assurer que les contributions des donateurs et les politiques et budgets nationaux satisfassent les besoins de tous en matière de santé et de droits sexuels et de la reproduction ;** surtout en période de stress économique.

Les ONG ont également demandé aux décideurs d'adopter des principes d'équité et d'égalité, d'intégration et de transparence, d'obligation de rendre compte et de durabilité et des processus sans doctrines fondamentalistes limitant les droits humains.

« Les êtres humains ne peuvent pas vivre dans la dignité si le programme d'action de la CIPD n'est pas intégralement mis en œuvre », affirme la déclaration. « C'est une question de droits humains, de démocratie et d'égalité pour tous. »

La conférence *Global Partners in Action: NGO Forum on Sexual and Reproductive Health and Development* avait pour thème « Investir dans la santé, les droits et l'avenir. » Elle était organisée sous l'égide conjointe du ministère allemand de la Coopération et du Développement et de l'UNFPA, le Fonds des Nations unies pour la population, et a également bénéficié du soutien de la fondation MacArthur.

Vous trouverez un complément d'information et le texte intégral de l'Appel à l'action de Berlin sur le site www.globalngoforum.org